

JOURNAL DE ROUBAIX

QUOTIDIEN POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

A ROUBAIX, aux bureaux du journal, rue Namur, 1; A TOURNAI, chez M. Van der Beeck, imprimeur-libraire, Grande-Place; A LILLE, chez M. Béglin, Libraire, rue de la Madeleine; A PARIS, chez MM. Havas, Laflotte-Rullier & Co, place de la Bourse; A BRUXELLES, à l'Office de Publications, rue de la Madeleine.

13 JUIL 1871

BULLETIN QUOTIDIEN

Notre courrier de Paris-Versailles nous fait défaut aujourd'hui.

Plusieurs gouvernements européens seraient décidés à provoquer une conférence pour combattre l'insurrection.

On se rappelle que la constitution reconnue au roi, illimitée d'association et de réunion, on serait disposé à demander aux Chambres, des mesures d'exception contre cette société.

Des pourparlers préliminaires vont s'ouvrir à ce sujet entre les cabinets de l'Europe.

Les dernières nouvelles de Chine sont graves.

Le gouvernement de Pékin a adressé un mémorandum aux puissances européennes demandant la révision des traités au sujet des missions, sur les bases suivantes:

Suppression des écoles de femmes comme perturbatrices de la paix sociale.

Réduction à quarante-cinq du chiffre des convertis que chaque mission pourra entretenir.

Intervention d'un fonctionnaire chinois dans les registres de chaque mission, pour veiller à l'exécution de cette mesure.

Les écoles d'hommes ne pourront admettre que les fils des convertis, sous certaines restrictions. Toute prédication et enseignement contre les maximes de Confucius et contre les doctrines reconnues par les Chinois, seront expressément défendus.

Tous les missionnaires seront traités comme des agents chinois, excepté dans les ports ouverts.

Il suffira qu'un missionnaire intervienne dans un procès en faveur d'un chinois converti, pour que celui-ci soit débouté de sa demande.

Les missions seront surveillées par des agents réguliers, et on défendra d'établir des asiles et des hospices.

On ne permettra pas aux femmes de s'occuper du service des missions.

Si de nouveaux massacres ont lieu, on ne punira que les assassins pris en flagrant délit. Aucune ville ne sera frappée d'une amende ou d'une indemnité pour cette raison. Les terrains confisqués ne seront pas rendus.

Cette attitude du gouvernement chinois est le prélude d'une guerre. L'Angleterre se prépare à cette éventualité, tout en faisant les plus grands efforts pour l'éviter.

Les représentants étrangers ont conseillé à plusieurs missionnaires de se retirer. La situation est tendue.

De bonne foi, qui espère-t-on tromper, quand pour innocenter la République, on a le plus d'autres moyens de plaire à son existence, son allié de notre histoire? Les faits sont là, et des lémons vivants encore peuvent vous dire sans craindre un démenti: « Vous avez essayé une première fois la République, et vous avez ouvert le sol de la France de ruines, vous l'avez inondé du sang de ses plus nobles enfants. Vous avez essayé la République pendant quelques jours en 1830, et pendant ces trois jours, le sang a coulé dans les rues de Paris, et vous avez démolit l'archevêché. Vous avez essayé la République en 1848, et vous nous avez apporté les massacres de journées de juin. Vous avez essayé la République en 1870, et le monde entier, nos ennemis eux-mêmes sont stupéfaits des horreurs que nous a valu la mise en pratique du système républicain. »

Ah! nous entendons bien vos protestations; vous prétendez que ces excès et ces horreurs sont le fait de mauvais républicains. Cette excuse peut justifier des individus, mais elle condamne le régime. Qu'est-ce que cela nous fait qu'il y ait de bons républicains, qu'il y ait même une bonne manière de vivre en république, si toutes les fois que les républicains s'emparent du pouvoir chez nous, c'est pour piller et gaspiller le trésor public, pour multiplier les assassinats, les ravages et les incendies, pour suspendre la vie du corps social, pour nous tenir sous le joug de la plus sauvage et de la plus dégradante tyrannie?

Quatre fois dans l'espace de 40 ans, vous avez renouvelé l'expérience. Quatre fois, vous avez réduit la France à l'anarchie! Et vous voulez tenter encore un nouvel essai?

Que vous a donc fait votre patrie, pour que vous la sacrifiez si cruellement à vos études politiques? Que penserait-on du médecin qui choisit sa mère pour l'essai d'un système qu'il préfère, surtout après l'avoir déjà deux et trois fois mise en péril imminent de mort?

En vain vous direz-vous que ce n'est pas sa mort que vous avez voulue, que vous êtes les premiers à déplorer les funestes conséquences, qui se sont suivies de vos principes. On a pu vous croire sincères une première fois. Comment pourrait-on encore vous absoudre, quand on vous voit vous obstiner à poser de nouveau les causes d'un sort invariablement de si déplorables effets?

Oui, vous défendez mal le parti que vous représentez, et je ne m'étonne pas qu'on vous reproche, s'il faut vous en croire, de combattre faiblement ce que vous appelez nos sophismes dangereux.

Vous entreprenez des justifications impossibles, et vos accusations sont d'une originalité et d'une excentricité palpables.

Passé encore que vous ne soyez pas monarchistes, quoiqu'étant Français. Mais émettre cette proposition que c'est la monarchie qui produit les révolutions! c'est pousser le paradoxe à un point où il n'a plus d'autre effet possible que l'hilarité des lecteurs. Désormais, les voleurs et les incendiaires auront, grâce à vous, un nouveau moyen de s'absoudre. Ils vous diront: « Ah! ce n'est pas de notre faute si nous avons pillé et brûlé vos maisons; s'il n'y avait pas eu d'or et d'argent dans vos armoires, s'il n'y avait pas eu de maisons; est-ce que nous aurions eu la pensée de porter atteinte au droit de propriété? Ce sont les propriétaires qui sont les premiers instigateurs de nos fautes. »

« La monarchie favorise, selon vous, le luxe, les dépenses scandaleuses, la glorification de la vie d'oisiveté et de plaisir. Ces accusations banales et vagues peuvent s'adresser à l'humanité tout entière, et elles sont plus ou moins légitimes selon que les hommes ou les institutions donnent carrière aux mauvais penchants de la nature humaine. Sous ce rapport, il y a beaucoup de coupables dans les républiques comme dans les monarchies. Les vices que vous signalez comme cause de ces terribles explosions de révolte sociale, sont le fait des hommes et non des institutions.

Mais est-ce que les cours royales ne sont pas toujours des foyers de corruption? Non. Lisez, l'histoire de Charlemagne, de Robert, de St-Louis, de Louis XII, de Louis XIII, de Louis XVI, de Louis XVIII et de Charles X; etc. Mais, en fait de scandales moraux, que n'aurions-nous pas à dire si nous dressions le bilan des hommes que la République a installés dans les palais de nos rois? C'est une grande imprudence à vous de soulever cette question. Nous n'en profiterons pas; laissons la justice humaine

accomplir son œuvre terrible, mais nécessaire contre, ces criminels, que la dernière de nos républiques a produits. Mais, de grâce, ne venez plus nous vanter vos austères vertus républicaines, que nous n'avons jamais vues fleurir qu'au-dessus des ruines qu'elles ont faites et des torrents de sang qu'elles ont répandus.

Si la monarchie a été coupable, c'est quand elle a voulu à ses conditions de fidélité aux lois morales, que seule la Religion sait faire respecter. Aussi, en réclamant la monarchie comme forme gouvernementale, seule appropriée aux besoins et au tempérament de notre pays, nous réclamons la Religion et la liberté de son action pour nous assurer l'efficacité et les bienfaits de son influence, nous réclamons le temple la modeste chrétienne qui a fait la France et l'avait placée au premier rang dans le monde.

Vous prétendez que l'empire était favorable à la religion. Contre vérité manifeste! Il était favorable au carbonarisme, dont il avait sué le lait dans son enfance et qui l'a perdu. La religion! il n'a pas cessé de la persécuter, hypocritement d'abord, puis ouvertement jusqu'à la fin.

Nous savons bien qu'il ne l'a pas assez attaquée à votre gré, et que vous estimez comme une protection le mal qu'il nous a pas fait, le peu de liberté qu'il nous a laissé, par exemple, les processions. Mais aussi, nous refusons de mourir à l'hameçon de votre prétendue modération vis-à-vis de la religion. Dites-le franchement: Vous n'en voulez pas de la religion.

C'est le péché originel de toute république; en France, qu'elle hante contre la religion. Son histoire, c'est la persécution contre la religion avec tous les excès monstrueux et les foyers renouvelés des Césars païens, des Néron et des Domitien. Et le dernier soupçon de la république en 1871, c'a été le meurtre de l'archevêque de Paris. Nous priverons ceux qui s'obstinent à soutenir les principes qui produisent de telles conséquences.

A. JULIEN.

La Chambre, avant la clôture de la session, a voté une résolution exprimant ses regrets à propos de la guerre civile de Paris.

Le président du cabinet a déclaré dans son dernier discours que la Turquie contribue vigoureusement à la répression du brigandage, lequel est presque extirpé.

New-York, 10 juin.

Le steamer *City-of-Antwerp* est arrivé.

New-York, 10 juin.

La législature du New-Hampshire a choisi M. Werton, démocrate, comme gouverneur.

Toronto, 10 juin.

La Colombie anglaise s'unira formellement au Canada le 20 juin.

Le Nord de la France:

Trois mois, c'est tout ce qu'il faut pour que l'on ait vu les combats, les incendies, les dévastations, les ruines, les cadavres, les larmes, les souffrances, les misères, les douleurs, les angoisses, les inquiétudes, les tristesses, les désespoirs, les désolations, les deuils, les veuves, les orphelins, les vieillards, les malades, les mourants, les morts.

« C'est une chose étonnante, comme au milieu des derniers dévastations, ils ont été préservés. »

« Il est un des événements du procès, dans lequel nous sommes, l'ouverture de la porte à toutes les ambitions, même les moins légitimes, et d'encourager les espérances, même les moins justifiées. Les partisans de Bonaparte veulent exploiter en faveur de leur maître ces incertitudes de la situation, l'ex-empereur lui-même s'apprête, dit-on, à faire un appel au pays, et le prince Napoléon vient de lancer, sous forme de lettre à M. Jules Favre, le manifeste du parti. »

L'Opinion nationale a un article intitulé: L'étoile napoléonienne. Cette étoile, dit-elle, brille encore sur les meubles de la famille Bonaparte:

« C'est une chose étonnante, comme au milieu des derniers dévastations, ils ont été préservés. »

« Il est un des événements du procès, dans lequel nous sommes, l'ouverture de la porte à toutes les ambitions, même les moins légitimes, et d'encourager les espérances, même les moins justifiées. Les partisans de Bonaparte veulent exploiter en faveur de leur maître ces incertitudes de la situation, l'ex-empereur lui-même s'apprête, dit-on, à faire un appel au pays, et le prince Napoléon vient de lancer, sous forme de lettre à M. Jules Favre, le manifeste du parti. »

Les agents de l'empire ont été aussi favorisés par les communards: que le mobilier impérial, on lit à ce sujet, dans la Liberté:

« On se souvient peut-être de l'Ulisse Pic, l'ancien rédacteur de la Liberté, condamné à douze ans de réclusion pour complicité dans un vol de seize cent mille francs, commis par le capitaine Toulouan, ancien président de la compagnie des assurances l'Union.

Par faveur spéciale, Ulisse Pic avait obtenu de subir sa peine à la Conciergerie, où le délégué de la Justice, Protot, l'avait fait mettre en liberté deux ou trois jours avant le 22 mai.

Malheureusement pour lui, Ulisse Pic vient d'être arrêté de nouveau à Boulogne.

Arrêté à Boulogne! comme son maître.

Odilon Delajol, qui fut secrétaire de Rochefort alors que le rédacteur de la Liberté était en Belgique, et qui avait dirigé à Paris le journal la Commune, a été arrêté dans un café de la rue de Lafayette.

L'idée de la décapitation de Paris continue à faire son chemin en province, chaque journal apporte sa pierre au moment funèbre que la France désire lui construire, et la campagne est menée avec un ensemble et une énergie incontestables. Nous trouvons aujourd'hui à ce sujet, dans la Sentinelle du Midi, un entrefilet qui mérite d'être signalé; l'anecdote qu'il renferme est d'ailleurs curieuse et peu connue:

« Paris vient d'être cruellement frappé, et il n'est pas un Français digne de ce nom qui ne déplore ce grand, cette immense désastre; que d'affreuses ruines, que de sang, que de victimes! Nous ne voulons accuser personne, cela ne remédierait à rien, et nous sommes, ce me semble, assez divisés sans chercher à aigrir aucune question; mais il nous semble néanmoins que cette formidable insurrection devrait se dégrader un enseignement utile, à savoir que Paris devrait cesser d'être le siège de la souveraineté nationale. Cette opinion, d'ailleurs ancienne déjà, nous la trouvons formulée dès la seconde année (1775) du règne de Louis XVI, par l'archiduc d'Autriche, qui fut depuis empereur sous le nom de Joseph II.

« Ce prince étant venu visiter son beau-frère, se montra fort intéressé à connaître ce que la France et surtout Paris avaient de plus curieux; Louis XVI lui demanda, avec une espèce d'orgueil national, comment il trouvait la capitale? « Très-belle et très-vaste, répondit l'archiduc, accompagnée néanmoins d'un inconvénient. »

« Et lequel, dit le roi? — « C'est qu'avec une capitale semblable, on peut être dévoré dans un après-déjeuner. »

« Louis XVI, Charles X, Louis-Philippe, Napoléon, l'ont éprouvé: la République de Carnot et celle de M. Thiers n'ont-elles pas été, elles aussi, sur le point d'être dévorées? »

« N'est-ce pas concluant? »

« Oui, il faut en France une capitale où l'on ne puisse plus être dévoré dans un après-déjeuner. »

Le Révérend Père Monsabré prêchait pendant le carême dans la ville de Metz. Voici, d'après le Journal de Metz et Lorraine, en quels termes il adressa ses adieux à son auditoire:

« Les peuples aussi ressuscitent quand ils ont été baignés dans le sang du Christ; et quand, malgré leurs vices et leurs crimes,

INFORMATIONS ET NOUVELLES

Le *Moniteur universel* publie une notice assez intéressante sur Varlin. Ce Varlin, qui a joué un grand rôle dans la création de l'Internationale, était un ouvrier relieur. Il avait acquis dans les clubs un renom d'économiste qui le désignait au périlleux honneur d'administrer les finances de la Commune.

Il fut nommé le premier dans le 17^e arrondissement par 9,356 votes aux élections du 26 mars. Alors commente pour lui une obsession dont il ne fut délivré qu'avec son martyre. Ce ne fut, pendant toute sa gestion qu'un délire de querelles, répétant invariablement la même phrase: Citoyen Varlin, nous voulons faire telle chose. A quoi le délégué aux finances sans finances répondait invariablement: Et de l'argent? La Commune, devant ce refus continu de donner l'argent qu'il n'avait pas, lui retira ses fonctions et chargea Jourde de la gestion de ses introuvables finances.

Varlin fut nommé à la députation des Substantives.

Varlin fut un de ceux qui moururent avec le plus de courage. Il reçut la mort sans sourciller. Cependant, particularité bizarre, nous tenons de témoins dignes de foi que sa chevelure, qui était d'un noir d'ébène, blanchit dans le court espace qu'il mit à aller du lieu de l'arrestation à celui de l'exécution.

Varlin était maigre et petit, il avait le front grand et la figure comme éclairée par l'éclat de ses grands yeux noirs. Comme a peu près tous les communaux, il avait depuis quelque temps laissé pousser toute sa barbe qui était très-fournie. Get intrigant infatigable était, paraît-il, de la plus grande douceur dans sa maison et très-fidèle à sa femme, qualité assez rare chez ses confrères pour qu'elle mérite d'être citée. Il n'avait, que trente et un ans et laisse deux enfants en bas-âge.

Ajoutons que Varlin comptait quelques amis particuliers dans la démocratie du Nord.

Les rues ont leur histoire!

La ci-devant rue du Deux-Décembre, devenue rue du 4 septembre, puis rue du 18 mars sous la Commune, est redevenue aujourd'hui rue du 4 septembre. Ne serait-il pas temps de lui donner un nom définitif, pour qu'on ne finisse pas par l'appeler rue du Calendrier?

Le 4 septembre n'est pas une de nos gloires. C'est la date de la troisième république plus exercée encore que les deux autres et timère de la Commune. Doit-elle baptiser un jour de plus l'une de nos plus belles rues?

Puisque cette rue est votée aux dates, qu'on l'a pelle rue du 21 mai, jour de l'entrée de nos braves soldats dans Paris, être de notre salut.

Le Temps se dit en position d'annoncer que la commission pour la réorganisation de l'armée, qui se compose de 45 membres, dont 30 généraux ou amiraux, s'est prononcée à l'unanimité en faveur du principe du service militaire obligatoire pour tous les citoyens.

Par suite de l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne, la région de l'Est se trouve privée des établissements de blanchiment, de teinture et d'apprêt que lui fournissait la province annexée. Il faut donc les remplacer. Comme la création de pareils établissements nécessite des capitaux considérables et un temps assez long, il faut, dès maintenant, provoquer une mesure transitoire qui permette à notre industrie nationale de ne point rester en souffrance.

De la nécessité absolue de réclamer du gouvernement français l'exportation temporaire de nos tissus en Alsace, pour y subir les opérations de blanchiment, de la teinture ou de l'apprêt: Tel a été l'objet de la réunion à Epinal du Comité industriel de l'Est, sous la présidence de M. Grandjean, et il est permis d'espérer aujourd'hui que ses démarches seront couronnées de succès.

(Impartial de l'Est)

On signale dans les départements une recrudescence très sensible des intrigues bonapartistes.

M. Maximé de la Rocheterie écrit à ce

Dépêches télégraphiques

Service particulier du Petit Journal de Roubaix et de Tournai.

Versailles, 12 juin.

Le président de l'Assemblée lit une lettre du prince de Joinville qui, élu dans la Manche et dans la Haute-Marne, opte pour la Haute-Marne.

M. Pouyer-Quertier dépose un projet de loi portant création de 463 millions de nouveaux impôts; ainsi que l'a déjà dit un télégramme de ce matin.

Quelques membres demandent le renvoi du projet à une commission spéciale.

M. Thiers propose de le renvoyer à la commission du budget qui connaît la question. On évitera ainsi une perte de temps. Cette proposition est adoptée.

M. Thiers propose, pour terminer un témoignage de satisfaction à l'armée, que l'Assemblée assiste à une revue qui aura lieu dimanche, à Paris, au Champ-de-Mars.

Berlin, 10 juin.

Le lieutenant colonel comte de Waldersée, nommé chargé d'affaires près le gouvernement français, partira le 13 juin pour Paris.

Berlin, 12 juin.

D'après un télégramme reçu hier de Baden-Baden, le retour de lord Loftus à Berlin, annoncé pour aujourd'hui, est encore ajourné.

Vienne, 10 juin.

On assure de bonne source que sur l'avis donné par le ministre des affaires étrangères d'Italie, dans sa circulaire relativement à la translation de la capitale à Rome, l'ambassadeur d'Autriche près le gouvernement italien, le baron Kubeck, a reçu ordre de suivre le roi d'Italie à Rome.

Stockholm, 11 juin.

Le navire prussien *Hertha* a échoué avant-hier avec un chargement de bois, au nord de l'île d'Aland.

Le steamer anglais *Asia*, portant une cargaison de blés et venant de Russie, a échoué près de l'île de Gothland.

Athènes, 10 juin.

La Reine a prêté serment comme régente.

Le roi part cette nuit pour Trieste. Son itinéraire est inconnu.

Il faut répondre au journalisme ci-devant Gambettiste, actuellement républicain *Thiersé*, qu'il se trompe quand il prétend que la République n'a aucun rapport avec la Commune, et qu'elle ne conduit pas au socialisme.

Vous nous faites de la République un tableau idéal séduisant. C'est, dites-vous, « la forme gouvernementale d'un pays qui fait ses affaires lui-même, en respectant la loi, en la faisant respecter, gérant ses finances, prévoyant tous ses besoins, passant à tous les dangers. »

Mais le bon sens public vous crie: « Montrez-nous cela dans l'histoire. » Et comme il ne s'agit pas ici d'une constitution pour les malades qui habitent la lune, il vous dit: « Montrez-nous la réalisation de votre idéal dans l'histoire de la France. »

Nous nous expliquons jusqu'à un certain point l'engouement de nos pères, à la fin du siècle dernier, pour les utopies du régime républicain. Mais, à nous qui touchons au terme d'un siècle d'expérimentations révolutionnaires, qu'on vienne nous vanter leur innocuité et même leurs bienfaits, c'est dépasser à l'excès les bornes de la naïveté ou de l'oubli de la France.

Et pourtant, il y a quelque chose sous ce rapport de plus excessif encore, de plus monstrueux, de plus odieux, que la négation de faits patents, publics, qui composent notre histoire depuis un siècle.

On sent que, pour oser démentir nous parler encore de la République, il faudrait qu'on nous l'ait montrée. En bien, on attendrait vainement que nous n'ayons jamais été en République. « La République n'a jamais vécu en France, de sa véritable vie, qu'un an, deux ans, trois ans au plus, qu'il paraît que son identité n'est pas restée. »

« On a peine le temps de naître. » Dès lors, arrive l'excuse du mouton. Comment l'aurais-je fait, tout ce mal, que vous m'attribuez, si je n'étais pas né?